

Qatar 2022 : L'Argentine sacrée championne du monde de football

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 19 DECEMBRE 2022

1247

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Détention illégale d'armes de guerre

Sékou Bolly au-dessus des lois ?



MGF et mariages précoces : Législateurs, magistrats et élus communaux sensibilisés



Accord d'Alger : La Médiation appelle les parties à la retenue pour maintenir la confiance



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

18 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

265

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

618 046 Vaccinations incomplètes

2 601 570 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 764

Guéris

31 944

Décès

743

dont 05 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Pour des raisons techniques indépendantistes de notre volonté, le numéro 1247 du 19 décembre 2022 a été publié avec un retard. La rédaction de votre quotidien digital vous présente ses excuses pour les désagréments causés et vous remercie pour votre fidélité.

P.12



P.18



P.23



/ Une /

Détention illégale d'armes de guerre : Sékou Bolly au-dessus des lois ?

P.5

/ Brèves /

Mondoro : Les FAMA apportent assistance aux populations

P.12

Guerre en Ukraine : Le Sénégal a exhorté Zelenski à accepter un cessez-le-feu en Ukraine, selon le New York Times

P.12

DSSA : Le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage apporte son aide aux veuves et femmes des FAMA

P.13

EUTM Mali : Passation de commandement entre les Commandants sortant et rentrant de l'EUTM-Mali

P.13

MDAC : La récompense du mérite remis de 40 éléments

P.14

Hippisme : La deuxième édition du Grand prix Assimi Goita vécue

P.14

/ Actualité /

Journée nationale du sésame au Mali : Faire de l'interprofession une manne financière

P.17

ONG : « L'Appel de Genève » interdite au Mali !

P.18

MGF et mariages précoces : Législateurs, magistrats et élus communaux sensibilisés

P.19

Interview exclusive avec Daouda Coulibaly : PDG de la Fintech Malienne

P.20

SAMA Money

/ Politique /

Mali – Afrique du Sud : Une quête commune de Réconciliation

P.23

Accord d'Alger : La Médiation appelle les parties à la retenue pour maintenir la confiance

P.24

Urd : Le président Gouagnon Coulibaly tend la main à Salikou Sanogo et Cie

P.26

/ Culture & société /

Promotion de la Confrérie des Chasseurs du Mali : Karamoko Diawoye TRAORE, désormais N'Donsoba de la CIV !

P.27

/ International /

Coopération avec l'Afrique : Un regard de la Russie

P.29

Muhammadi Buhari : L'icône africaine de la démocratie et de la lutte contre la corruption à 80 ans

P.30

Sénégal : Une motion de censure pour le symbolisme constitutionnel

P.33

/ Sport /

Qatar 2022 : L'Argentine sacrée championne du monde de football

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



Détention illégale d'armes de guerre Sékou Bolly au-dessus des lois ?

Lors de son passage sur le plateau de Joliba Tv news, le président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) non moins 4ème vice-président de Tabital Pulaaku, Mohamed Chérif Haïdara a interpellé les autorités maliennes, notamment les Procureurs, non seulement sur les propos de Sékou Bolly mais aussi sur la détention illégale d'armes de guerre par ce dernier. A moins que celui-ci, chargé de mission dans un ministère dédié à la réconciliation, ne soit un citoyen intouchable au-dessus des lois. Mohamed Cherif Haïdara interpelle les autorités judiciaires

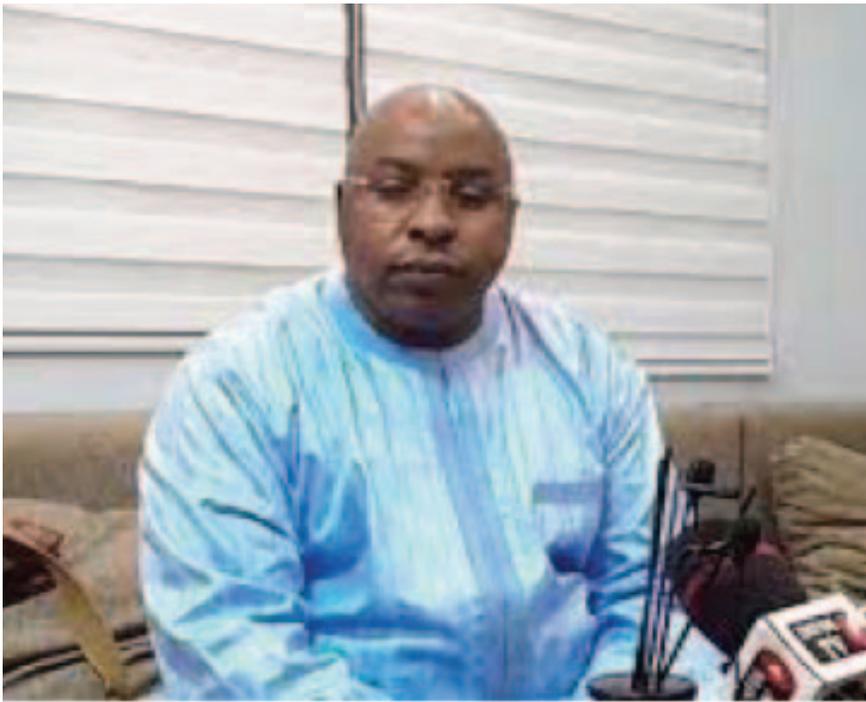
La sortie médiatique de Sékou Bolly, chargé de mission au ministère de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale, continue de susciter des polémiques au sein de l'opinion. Le contenu de son message engendre des frustrations au sein de la communauté peulh qui lui a répondu à travers une conférence de presse. Tabital Pulaaku a contesté les allégations de Sékou Bolly. Au-delà du message qui a frustré la communauté peulh de Fatoma-Kounary, la détention illégale d'armes de guerre par Sékou Bolly est au cœur

des débats. Nombreux sont les Maliens qui ont dénoncé cette attitude d'un agent d'un ministère en charge de la Réconciliation.

La justice malienne interpellée

Interrogé, lors de son passage sur les antennes de Joliba Tv, sur son différend avec Sékou Bolly, Mohamed Cherif Haïdara a craché toute sa vérité. Il trouve intolérable les propos de Sékou Bolly mettant en cause une communauté et la détention illégale d'armes de

guerre par ce dernier. Il a interpellé les autorités maliennes, particulièrement les Procureurs. « **La suite réservée aux propos de Sékou Bolly incombe à la justice malienne** », a-t-il laissé entendre. Selon lui, il est inconcevable qu'un chargé de mission dans un ministère en charge de la Réconciliation « **se mette à menacer, à vilipender, à insulter le peulh avec une kalachnikov double-chargeur** ». Ainsi, il a interpellé les autorités, et plus précisément le tribunal de la commune IV. « **Toutes les autorités sont interpel-**



lées. Un citoyen ne doit pas avoir une kalachnikov avec des chargeurs et qui menace toute une communauté, qui menace tous les leaders, les notables, les cadres peuls à Bamako. Il doit être interpellé. Le ministère de la justice doit se saisir rapidement et l'interpeller », a-t-il plaidé avant d'ajouter qu'il est inconcevable qu'une personnalité censée recoudre le tissu social, se fasse

filmer avec une arme de guerre. « Il doit être interpellé », a laissé entendre le patron du CSDM.

Il faut rappeler que Mohamed Cherif Haïdara a été interpellé, pour sa part, pour une ancienne vidéo publiée sur les réseaux sociaux dans laquelle il donnait son avis sur le dialogue avec les djihadistes.

Sékou Bolly dénoncé par X

Au-delà de cette sortie de Mohamed Cherif Haïdara, dans une lettre qui nous est parvenue, X a dénoncé Sékou Bolly auprès des autorités judiciaires. Parmi ces autorités figure les Procureurs des communes IV et VI ainsi que le ministre de la Justice et des droits de l'homme, Mamoudou Kassogué. « Je viens, par la présente, dénoncer auprès de vous le comportement de Monsieur Sékou Bolly, chargé de missions au département de la Réconciliation Nationale qui, selon moi, est susceptible de recevoir une qualification pénale. En effet, à l'occasion d'un entretien dans les réseaux sociaux accordé par cet individu à des comptes Facebook de la place, il m'est donné de constater la présence d'une arme de guerre à ses côtés alors même qu'il n'est pas militaire », a-t-on lu dans la lettre de dénonciation.

Par ailleurs, Mohamed Cherif Haïdara a fait un clin d'œil à Youssouf Bathily. Il estime que le président de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Mali doit être décoré. « Il a nos bénédictions et notre bénédiction », a déclaré Cherif Haïdara.

Anguimé Ansama



■ Dr Amadou Albert MAÏGA

#CNT_MALI Cette histoire de 5 millions de FCFA est un mensonge grotesque, ridicule et une manipulation des forces obscures.



■ Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

M'BAPPE est le meilleur joueur du mondial. Que la France gagne ou pas.



■ Kassoum Thera

Félicitations à l'équipe d'Argentine leur sacre c'est l'effort de toute l'équipe mais pas d'un seul joueur. Fier aussi du parcours des Bleus



■ Justice Mali Justice

Les magistrats ont intérêt à ne pas affaiblir le ministre Kassogue qui est un des leurs et qui s'est sacrifié en son temps pour son corps !



■ Abdoul Momini Bokoum

Nous sommes BLEU après la finale !
Au terme d'une finale complètement folle, l'Equipe de France s'incline aux tirs au but face à l'Argentine.
Ce magnifique parcours s'arrête si près du but...
| #ARGFRA | #FiersdetreBleus

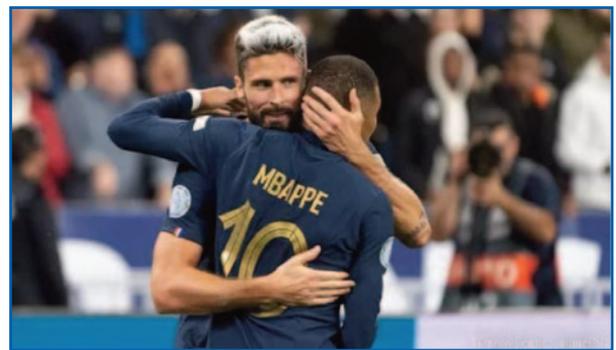


■ Issa Kaba

De Sénégal 92 année à laquelle j'ai commencé à vraiment regarder les matchs à aujourd'hui 18 Décembre, c'est la meilleure finale de coupe du monde que j'ai regardé, oui la finale 1994 a été très belle mais elle a manqué de but (0-0) 120 mn mais cette finale a réunie toutes les émotions: beaucoup de buts, beaucoup de duels, la tactique des entraîneurs et pour finir un homme à été récompensé qui le mérite vraiment.



Félicitations à la FIFA pour cette coupe du monde.
Félicitations au QATAR pour le pari gagné, merci au bon Dieu de nous avoir permis de vivre ça.



■ Mali Actu

La première édition de la Nuit de l'Exportateur (Apex Awards) tenue le vendredi 9 décembre à l'hôtel Sheraton de Bamako s'est soldée par la distinction de plusieurs entreprises qui se sont distinguées dans ce domaine dans notre pays.





La légende camerounaise, Thomas Nkono, a exhorté le gardien de but Andre Onana à être humble après son récent affrontement avec l'entraîneur-chef, Rigobert Song, au milieu de la Coupe du monde de football 2022 en cours au Qatar.



■ Ministère de la Santé et du Développement Social



Au lancement des activités de la 7^e édition de la semaine du médecin organisée par le conseil national de l'ordre des médecins du Mali. Mme le Ministre de la Santé et du Développement Social reçoit avec honneurs. ce magnifique tableau de reconnaissance offert par le #CNOM. #MSDS



■ Soudan infos



Koman Diabate : Je décide d'héberger ce jeune homme et de lui donner une formation profes-

sionnelle en humour. #BT_Média
#Vision_Lointaine



■ Michelle Obama



J'ai eu le cœur brisé d'apprendre le décès de Stephen "tWitch" Boss, que j'ai appris à connaître au fil des ans grâce à mon Let's Move ! initiative et visites au Ellen Show. Stephen était une force incroyable - quelqu'un qui rayonnait de gentillesse et de positivité, et s'assurait que les gens autour de lui puissent aussi le ressentir. Nous avons senti son esprit dans chaque danse, chaque DJ set, chaque morceau de créativité qu'il a apporté à la vie. Mon cœur est avec sa femme, Allison, et leurs trois enfants, Weslie, Maddox et Zaia. Et si l'un d'entre vous a des difficultés et a besoin de quelqu'un à qui parler, sachez que vous n'êtes jamais seul. Il y a toujours quelqu'un prêt à aider. Vous pouvez appeler ou envoyer un texto à la ligne d'assistance sur le suicide et la crise en composant le 98



■ Daba Diallo

8 buts en 7 matchs et on donne le trophée du meilleur joueur à un autre, hahh la FIFA.



■ Lumiere TV

Il a plusieurs nationalistés, il va fuir si les autorités judiciaires ne font pas attention. Sinon une fois hors du Mali se finit il ne va plus revnir.



■ Allar Konta Toure

Un manager qui change l'image d'un mendiant à un prince merite un immeuble de 82 étages en or. La Guinée est fier de toi Alpha Grâce à vous Grand P ne circule plus au marché Madina et Mafanco pour des 1000FG .



■ Moise Katumbi

Guidé par la volonté de servir les Congolais, j'ai décidé de quitter l'Union sacrée & présenter ma candidature à l'élection présidentielle. Je veux bâtir un État juste, une République exemplaire où chacun pourra vivre en sécurité & dans la dignité, par le fruit de son travail.



■ Wassim Nasr

#Mali #JNIM #AQMI reprend la vidéo (17:36) des combats avec l'#EI #Sahel à Haroum, re-



vendique «73morts» en floutant les cadavres suivant les préceptes d'#AQ dans sa com. On remarque le drone suivant les combats, les moyens investis & la durée par rapport à la lumière

#Sahel dans un arabe parfait Abou al-Bara [emir du groupe] voue allégeance au nouveau calife de l'#EI dans un rassemblement inédit de combattants au #Mali

■ Mbaranga Gasarabwe

Et si 2023 apportait un nouveau souffle de paix et que chacun soit ce fervent artisan de paix q apporte la paix autour de soi, q combat la haine autour de soi, qui combat cette déchirure entre les peuples frères depuis la nuit des temps, et q bâtit un monde paisible et prospère.



■ Gouvernement du Mali



Transport aérien/ Ministère des Transports et des Infrastructures Mali

Ouverture hier mercredi des travaux de la 66ème session ordinaire du Conseil d'administration des Aéroports du Mali (ADM).

La présente session permettra d'examiner les points d'exécution des recommandations et résolutions issues de la 65ème Session, l'adoption du rapport d'activités 2022, du projet de programme d'activités 2023 et du projet de budget 2023.

Dans son allocution d'ouverture des travaux, le Président Directeur général des Aéroports du Mali a annoncé que le budget 2023 connaîtra :

- une augmentation de 6 % des produits;
- une augmentation de 6% des charges d'exploitation;
- une augmentation des investissements de 22%.

Au plan des réalisations au cours de l'année 2022, le Colonel Lassina TOGOLA a déclaré que la mise en œuvre du budget réaménagé au 30 septembre 2022 a produit les résultats suivants :

- Produits d'exploitation : 77% de réalisation ;
- Charges d'exploitation : 71% de réalisation ;
- Résultats d'exploitation: 140% de réalisation; -Investissements : 71% de réalisation.

Par ailleurs, le Président Directeur général des Aéroports du Mali a adressé aux autorités de la Transition, singulièrement à Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures pour son accompagnement constant pour l'amélioration de la qualité des services aux usagers des Aéroports du Mali.

Cellule Communication du Ministère des Transports et des Infrastructures !

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Mondoro : Les FAMA apportent assistance aux populations



Au cours d'une opération de ravitaillement logistique dénommée « DOUGOUNISODJA » au profit des postes de Dinangourou, Mondoro et Boulkéssou, les FAMA ont fait le jeudi 8 décembre 2022, un important don aux populations de Mondoro. L'opération était dirigée par le Lieutenant-colonel Arouna Konaté. Le don est composé essentiellement de céréales, de médicaments, de bidons d'huile et d'autres produits de premières nécessités. La valeur de ces produits s'élève à dix millions de Franc CFA (10.000.000FCA). L'objectif de cette action civilo-militaire est de soulager les populations en zone de conflit et renforcer également la cohésion entre FAMA et les populations civiles. Le coordinateur du poste de sécurité de Mondoro, Commandant Bamba Cissoko a déclaré que ce geste humanitaire témoigne de la disponibilité et l'accompagnement des plus hautes autorités du pays à soutenir les populations les plus vulnérables. Selon lui, ce don renforcera davantage la cohésion entre les FAMA et les populations locales. Le chef de village de Mondoro, très fier de son armée a salué les hautes autorités du pays pour leur assistance. Il a indiqué que la montée en puissance des FAMA est une réalité sur terrain. Il a ajouté que les FAMA ne sont là que pour la sécurisation des personnes et de leurs biens. Le chef du secteur 4 de l'opération Maliko, le Colonel Karim Traoré a précisé que cette action civilo-militaire a été réalisée grâce à l'appui des plus hautes autorités du pays. Le colonel Traoré prévient que les FAMA n'ont d'autre mandat que la sécurisation des personnes et de leurs biens. Ces actions humanitaires sont incluses dans les opérations d'influence à la population, a-t-il confié. Il a indiqué que la population est la priorité des FAMA dans toutes ses actions. Avant d'exhorter les populations à une collaboration franche avec les FAMA.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Guerre en Ukraine : Le Sénégal a exhorté Zelenski à accepter un cessez-le-feu en Ukraine, selon le New York Times



Macky Sall a confié avoir appelé Volodymyr Zelensky pour lui demander de cesser les hostilités et de négocier un cessez-le-feu en Ukraine, selon le New York Times. Le Président sénégalais était déjà monté au créneau pour soutenir les accords céréalières en juillet.

Le Président du Sénégal et de l'Union africaine, Macky Sall, continue à donner de la voix sur le dossier ukrainien. Le dirigeant a confié avoir appelé Volodymyr Zelensky pour lui demander de négocier avec Moscou, dans un entretien avec le New York Times.

Le responsable a rappelé au Président ukrainien le succès des accords sur les céréales, l'incitant à entamer des pourparlers pour un cessez-le-feu.

"J'ai eu une longue conversation avec le Président Zelensky. J'ai longuement parlé des accords sur les céréales d'Ukraine. Nous lui avons dit: 'C'est formidable. Nous continuerons à travailler avec vous. Mais parlez, négociez un cessez-le-feu, travaillez pour la paix!'. Dire que la Russie est à blâmer ne résout pas le problème", a déclaré Macky Sall au New York Times.

Le leader africain a encore souligné que les conséquences du conflit affectaient le niveau de vie, le prix des hydrocarbures et de la nourriture dans la région.

Un acteur primordial

Ce n'est pas la première fois que le Macky Sall s'exprime sur le conflit ukrainien. Il s'était notamment impliqué pour débloquer les exportations de céréales ukrainiennes, en se rendant en Russie début juin.

Quelques semaines plus tard les accords d'Istanbul étaient signés, mettant en place des corridors maritimes pour ces exportations. M.Sall avait alors salué le succès des négociations, soulignant qu'elles avaient permis de ramener les cours du blé à des niveaux acceptables.

Le Président de l'Union africaine a également porté la voix du continent sur le conflit, expliquant par exemple que l'Afrique ne souhaitait pas être entraînée dans une nouvelle guerre froide entre deux blocs. Fin octobre, le dirigeant avait également déploré que l'Afrique passe au second plan, en cette période de conflit.

Source : Sputnik Afrique

DSSA : Le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage apporte son aide aux veuves et femmes des FAMA



Le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) a, à travers la Direction du Service Social des Armées, organisé une formation de 10 jours sur la restauration et la transformation des produits agricoles à l'intention d'une centaine de femmes composée des veuves et femmes des Forces Armées Maliennes. La cérémonie d'ouverture de cette formation a eu lieu, le vendredi 16 décembre 2022, dans l'enceinte du Centre de Formation Professionnelle Bintou DIALLO (CFPBD) à Para-Djicoroni. C'était en présence du Directeur du Service Social des Armées, le Colonel-major Bréhima, du représentant du FAFPA et celui du directeur de l'Agence Générale de Service (AGS). Cette formation permet aux bénéficiaires de maîtriser les nouvelles techniques liées à l'art culinaire et la restauration d'une part et d'autre part d'acquérir les compétences pertinentes dans le domaine de la transformation des produits agroalimentaires.

C'est fort de cette logique que le représentant du directeur de l'AGS, M. Lamine Salia TRAORE a exhorté les apprenants de faire preuve de perspicacité et d'abnégation au cours des apprentissages. Car poursuit-il, à travers cette formation les apprenants seront dotés d'un savoir-faire opérationnel pour un haut niveau de productivité tout en garantissant un service à valeur ajoutée aux clients.

Quant au représentant du FAFPA, Monsieur Mahamane TOURE, il a invité les participants à être assidu et de rester à l'écoute des professeurs pour la bonne marche de cette formation. Cela d'autant plus que dit-il, plusieurs personnes envient à prendre part à cette formation mais non pas eu la chance.

Pour rappel, l'AGS est un organisme de formation et d'insertion professionnelle créée et gérée par un groupe de professionnels issus de l'industrie de l'hôtellerie, de la restauration, de l'agro-alimentaire pour être un tremplin vers la qualification et l'emploi.

Source : FAMA

EUTM Mali : Passation de commandement entre les Commandants sortant et rentrant de l'EUTM-Mali



La cérémonie de passation de Commandement entre le commandant sortant de l'EUTM, le Général de Brigade Tchèque Radek HASALA et le commandant entrant, le Général de brigade Espagnol Santiago Fernandez ORTIZ-PEPISO a eu lieu, le 16 décembre 2022, à l'Hôtel Nord Sud de Bamako. La cérémonie était présidée par le Directeur de la Capacité de Planification et de Conduite Militaire de l'Union Européenne (MPCC-UE), le Vice-Amiral Hervé BLEJEAN, en présence du Chef d'Etat-Major Général des Armées du Mali, le Général de Division Oumar DIARRA, et plusieurs autres responsables européens et maliens.

Le Directeur de MPCC-EU, le Vice-Amiral Hervé Blejean, dans son intervention, a d'abord remercié le CEMGA, le Général de Division Oumar DIARRA, pour la qualité des relations qu'entretiennent les FAMA avec leurs frères d'armes de l'EUTM-Mali. Le directeur a tenu à féliciter le commandant sortant pour avoir maintenu le cap malgré les difficultés relationnelles avec le pays hôte.

S'adressant au nouveau commandant de la mission, le Vice-Amiral Hervé a rappelé que l'objectif de la mission de l'EUTM est de développer la capacité militaire des FAMA, gage de l'engagement de l'Union Européenne au profit du peuple malien. Il a ensuite souligné que « les défis qui nous attendent sont ceux de maintenir d'excellentes relations avec les FAMA et avec la communauté internationale tout en assurant la mise en œuvre du mandat de la mission ».

Il a rassuré le nouveau chef de toute sa disponibilité pour la réussite de la mission qui lui a été confiée. Le directeur de MPCC a ajouté aussi, que dans l'avenir, l'EUTM Mali subira une vaste réorganisation interne, qui comprendra la centralisation des forces à Bamako et une réduction significative du nombre de ses membres. Les principaux efforts de la mission se concentreront sur les conseils stratégiques.

Source : FAMA

MDAC : La récompense du mérite remis de 40 éléments



Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA, a présidé la cérémonie de décoration de 40 personnels militaires et civils du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants. C'était le vendredi 16 décembre 2022 dans la cour de son département. C'était en présence du Grand Chancelier des Ordres Nationaux, le Général de Brigade Sagafourou GUEYE, du Secrétaire Général au MDAC, le Général de Division Sidiki SAMAKE, du Chef Etat-Major Général Adjoint des Armées, le Général de Brigade Ousmane WELE et de plusieurs autres responsables militaires et directeurs de services. Ils sont au total 15 récipiendaires dont 01 personnel civil à recevoir la Médaille du Chevalier de l'Ordre National, 25 dont 02 personnels civils à recevoir celle du Mérite National avec effigie Lion debout et 01 décoré de la Médaille d'Officier de l'Ordre National.

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA a déclaré que la Nation exprime de diverses manières sa reconnaissance envers ses enfants dévoués et méritants. Selon lui, avec la montée en puissance des FAMA et l'enchaînement des succès sur l'ennemi, c'est toute la Nation à nouveau victorieuse qui se reconnaît en eux par l'attribution de ces distinctions. Le Colonel CAMARA a félicité les récipiendaires du jour qui, à ses dires, peuvent légitimement être fiers d'eux-mêmes à travers ces décorations. Enfin, il a exhorté les autres à faire plus, pas pour gagner une médaille, mais pour conserver la confiance et le respect de la Nation.

Le porte-parole des récipiendaires, le Colonel-major Bréhima SAMAKE, directeur du Service Social des Armées a, quant à lui, exprimé toute sa gratitude et ses remerciements au nom de l'ensemble des récipiendaires pour cette marque de confiance qu'ont fait preuve les autorités à leurs

Hippisme : La deuxième édition du Grand prix Assimi Goita vécue



Le champ hippique Mahamadou NDiaye dit Madou Fing de Ségou a abrité ce samedi 17 Décembre le Grand prix Assimi Goita, deuxième édition. C'était sous la présidence du Premier ministre, Choguel K MAÏGA, représentant le Président de la transition, le Colonel Assimi Goita, en présence de Aguibou Dembélé, conseiller spécial du président de la transition et de plusieurs autres personnalités. Les courses ont concerné les petits chevaux, les demi-Cracks et les cracks.

- 1- Catégorie petits chevaux : Le cheval " Delta Force " de Dramane est venu est tête;
- 2- catégorie démi Cracks 1.800 m : c'est le cheval " Mansour " de Abdoulaye Madani Kida, qui a remporté le 1er prix;
- 3- Pour la catégorie Cracks 2.000 m : le trophée est revenu au cheval " Alamissani " de Checo Wele.

Dans son allocution, le Premier ministre a, au nom du président de la transition, salué tous ceux qui ont participé à la compétition. Pour lui, il n'y a pas ni vainqueurs ni vaincus, en somme c'est la jeunesse malienne qui a gagné a-t-il souligné. Il a enfin appelé les Maliens à l'union sacrée au tour de l'essentiel.

Source : CCRP /Primature.

endroits à travers cette distinction honorifique. Il a déclaré que ces décorations les réconfortent davantage dans la voie qu'ils ont choisie et les donnent encore plus de courage pour le chemin qui reste à parcourir, aussi bien dans leur vie professionnelle que personnelle.

La cérémonie a pris fin par la prise d'une photo de famille, suivie d'un cocktail.

Source : FAMA



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite 4 donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maitrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Journée nationale du sésame au Mali : Faire de l'interprofession une manne financière

Expliquer aux acteurs et décideurs l'importance du sésame dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le développement socioéconomique de notre pays et participer à l'appropriation de l'interprofession de ce secteur par les acteurs directs, réunis au sein de l'Union de l'Interprofession de la filière sésame du Mali (USMA). Tel était l'objectif de la 1ère édition de la journée du Sésame au Mali. La cérémonie d'ouverture a été coprésidée par le ministre du Développement rural, Modibo Keïta et le représentant du ministre de l'Industrie et du Commerce, sous le thème : l'employabilité des jeunes et des femmes préoccupation pour les acteurs de la filière Sésame. La cérémonie a enregistré la présence du président de la filière sésame du Mali, Soumaila Coulibaly, de l'ancien ministre de l'Agriculture Seydou Traoré, des représentants du Conseil National de Transition (CNT), des présidents des interprofessions du secteur de l'agriculture, des transformateurs, des producteurs, des commerçants et de plusieurs acteurs de la filière.

Le président de l'interprofession sésame du Mali, Soumaila Coulibaly, s'est réjoui que l'agriculture soit au cœur des objectifs de développement, tout en déplorant qu'elle n'ait pas encore atteint tout son potentiel de rendement. L'interprofession sésame a été créée en 2016 et reconnue par le conseil supérieur de l'agriculture. « **La filière sésame du Mali (USMA), a pour objectifs le développement et la promotion de la filière ainsi que la défense des intérêts professionnels communs de ses membres.** Le président de l'interprofession a souligné que le Mali a produit en 2018, 2019 et 2020 respectivement 29 000, 52 609, et 45 217,01 tonnes de sésame. Elle contribue à l'amélioration des revenus de nombreuses personnes, dont les femmes et les jeunes, qui en font leur principale activité agricole génératrice de revenus », a-t-il soutenu.

Aussi, Le Président Soumaila Coulibaly dira qu'il existe deux systèmes de production de sésame au Mali : le sésame bio et le sésame conventionnel. La filière sésame fait travailler plus de 450 000 familles en milieu rural. Les superficies exploitées en 2022, environ 120 000 ha avec un rendement moyen de 530 kg/ha nous permettent d'estimer la production nationale à plus 60 000 tonnes entre autres, ce dont le président s'est félicité. Il a plaidé pour un contrat programme de développement de la filière sur la période 2023-2028 avec le gouvernement. Le Mali sera prospère et fort sur le plan national comme à l'international si nous savons collectivement restaurer la confiance et la solidarité.

Mme Kanouté Fatoumata Sidibé soutient que les vertus du sésame ne sont plus à présenter



car, rappelle-t-elle, c'est un produit pour l'industrialisation à cause de son huile alimentaire. « **J'invite les autorités à accompagner les transformateurs, les transformatrices, les producteurs et les commerçants pour la promotion de la filière** », a-t-elle déclaré.

Selon le Ministre du Développement Rural, Modibo Keïta, ce produit contribue à la diversification de nos cultures et présente un grand intérêt pour le sous-secteur agriculture car, il est un excellent produit pour l'industrialisation à cause de son huile alimentaire très appréciée sur le marché international et son tourteau pour augmenter l'offre nationale de l'aliment bétail. Le premier responsable du monde paysan n'a pas manqué de rappeler que lors du conseil supérieur de l'agriculture, tenu le 12

avril 2022, le Président de la Transition a recommandé la promotion de certaines cultures pour réduire notre dépendance à l'importation des produits de grande consommation. « **J'ai invité à davantage consolider la filière, à la rendre plus compétitive pour tirer profit des avantages du commerce international en raison de la spécificité et de la demande croissante du produit. J'ai également félicité les éminents experts qui vont animer cet atelier, et remercié les partenaires au développement de notre pays pour leur soutien soutenu au secteur du développement rural** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

ONG : « L'Appel de Genève » interdite au Mali !

Dans un communiqué, l'ONG Appel de Genève a été invitée par les autorités de la transition à cesser ses activités au Mali. Les autorités maliennes ont interdit, par décret, à cette organisation humanitaire basée en Suisse - connue pour dialoguer avec les groupes armés - de continuer d'exercer au Mali.



En novembre dernier, le ministre de l'Administration et Premier ministre par Intérim, colonel Abdoulaye Maïga avait déjà interdit les activités de toutes les organisations non gouvernementales (ONG) soutenues par la France y compris celles opérant dans le domaine humanitaire. Il justifiait cette décision par l'annonce de la France de suspendre son aide publique au développement à destination du Mali.

Récemment, a été " **interdite d'exercer sur le territoire national de la République du Mali l'association étrangère Appel de Genève pour exercice d'activités illicites**", stipule un décret, daté du 15 décembre et diffusé sur les réseaux sociaux. Le texte ne précise pas les reproches du gouvernement envers l'ONG qui dit prendre « **acte avec regret** » de la décision des autorités maliennes. « **L'Appel de Genève agit toujours en toute transparence et en stricte conformité avec les obligations internationales des États** », ajoute un communiqué de l'ONG. **Dans tous les cas, cette décision est in-**

quiétante quand on sait que 7,5 millions de Maliens ont besoin d'assistance, "soit plus de 35% de la population", et que le Mali figure en 184e position au classement de l'indice de développement humain.

Selon l'ONG désormais interdite l'Appel de Genève œuvre à la protection des civils dans les zones de conflit en incitant les groupes armés et les autorités à souscrire à des engagements contre la faim et les violences sexuelles et pour la protection des enfants et des missions médicales.

Dans un plaidoyer pro-domo il revendique agir dans 16 contextes différents à travers le monde et d'avoir ouvert un dialogue humanitaire avec 170 groupes armés et autorités de fait depuis sa création en 2000. L'Appel de Genève avait obtenu fin septembre d'un important acteur de la crise malienne, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), un engagement à la protection des civils et du personnel de santé. La CMA est une alliance de groupes à dominante touarègue qui a combattu l'État malien avant de signer avec

lui l'accord de paix dit d'Alger en 2015.

Si les rebelles indépendantistes ont signé la paix, le Mali reste en proie à la propagation de violences djihadistes, ainsi qu'à une grave crise humanitaire et économique.

Cette décision de suspension des organisations humanitaires françaises est désormais actée et en application. En novembre, ces ONG, destinataires d'une importante partie des financements français, s'alarmaient dans une lettre au président Emmanuel Macron du fait que la suppression de tels financements n'entraîne « **l'arrêt d'activités essentielles, voire vitales (...) au profit de populations en situation de grande fragilité ou de pauvreté** ».

Rappelons que les autorités avaient annoncé l'interdiction de toutes les activités exercées par des organisations internationales subventionnées par la France. Une réponse au choix de Paris de suspendre son aide au développement à destination de Bamako.

■ Binadjan Doumbia

MGF et mariages précoces : Législateurs, magistrats et élus communaux sensibilisés

Pour lutter efficacement contre les mutilations génitales féminines et les mariages précoces des filles au Mali, le Consortium ODEF-CNF (Observatoire des Droits des Femmes et des Enfants (ODEF)-Coalition nationale des femmes (CNF) a initié un atelier de plaidoyer en faveur des législateurs, des magistrats et élus communaux. Cette rencontre d'échanges s'est tenue le 17 décembre 2022 au Centre National de Documentation et d'Information.



« **Sensibilisation contre les mutilations génitales féminines et les mariages précoces des filles au Mali** », tel est le thème autour duquel un plaidoyer a été élaboré pour sensibiliser les Magistrats, les Avocats, les Législateurs, les élus communaux, les Organisations de la Société Civile féminines, les autres organisations de la société civile, le RECOTRADE et la Presse.

L'objectif poursuivi consiste à apporter une contribution de qualité à la lutte contre les MGF et les mariages précoces à travers le changement de perception des législateurs, des magistrats et élus communaux à Bamako afin d'obtenir leur adhésion et leur soutien à l'accélération de la lutte contre les mutilations génitales féminines, les processus d'adoption des dispositions législatives et réglementaires interdisant ces deux pratiques.

C'est ce qui explique le choix de 40 personnes des groupes cibles à travers leurs positions stratégiques dans la société malienne. Ce projet est financé par le Projet VLF-Musoya dans le cadre de l'extrait 1132, un soutien apporté à la mise en œuvre d'initiatives conjointes par les OLDDF/F.

L'ODEF et la CNF sont deux structures engagées pour la défense et la protection des droits des femmes et des enfants et mobilisées contre les violences basées sur le genre (VBG)

et toutes les autres formes d'abus, de mauvais traitements et de sévices contre ces deux groupes vulnérables. En se mettant ensemble pour concevoir et exécuter des projets de défense et de protection des droits des femmes et des enfants, ODEF et la CNF veulent mener une campagne de plaidoyer et de sensibilisation contre les MGF et les mariages précoces car ces deux phénomènes constituent des violations graves des droits des femmes et des filles.

Le Projet VLF-Musoya - qui signifie Voix et Leadership des Femmes au Mali - est un Projet mis en œuvre par le Centre d'Étude et de Coopération Internationale (CECI) et la Société de Coopération pour le développement International (SOCODEVI) sur un financement du gouvernement canadien, par l'Entremise d'Affaires mondiales Canada.

Ce projet vise à permettre aux femmes et aux filles de mieux exercer leurs droits de la personne et de faire progresser l'égalité entre les sexes. Cet atelier permettra d'accroître l'efficacité dans la mise en œuvre des programmes et des activités des OLDDF/F, grâce à une approche innovante qui pourra contribuer aux changements vers l'égalité entre les sexes au Mali.

Les échanges, par ailleurs, permettront d'accroître l'efficacité du plaidoyer en réunissant

les organisations œuvrant pour la défense des droits des femmes et des filles (DDF/F) afin d'avoir un impact sur les politiques ainsi que les institutions juridiques et sociales.

C'est aussi une occasion pour renforcer sur le plan institutionnel d'une façon innovante des OLDDF/F au Mali, en particulier celles qui représentent les F/F vulnérables et marginalisées.

Rappelons qu'au Mali, les mutilations génitales féminines (MGF) et les mariages précoces des filles constituent des fléaux préoccupants. Plusieurs initiatives ont déjà été tentées aussi bien au niveau gouvernemental qu'au niveau des OSC pour mettre fin à ces deux phénomènes. Hélas, les initiatives n'ont pas encore permis d'obtenir les résultats escomptés pour de multiples raisons dont la faible implication du corps médical dans les stratégies d'informations, l'insuffisance de communication sur les dispositions juridiques contenues dans les textes nationaux et internationaux qui sont violés par ces pratiques et l'absence de synergie entre les acteurs des initiatives de sensibilisation, de formation et de dissuasion contre les MGF et les mariages précoces.

■ Binadjan Doumbia

Interview exclusive avec Daouda Coulibaly : PDG de la Fintech Malienne SAMA Money

Au Mali, SAMA Money est une fintech qui propose une plateforme innovante de paiement et de transfert d'argent simple, conviviale, fiable, accessible et abordable. Il s'agit d'une initiative 100% africaine par des jeunes africains au service de la promotion de l'inclusion financière et du développement du continent grâce à un outil de paiement mobile au plus près des besoins des populations. Selon Daouda Coulibaly, Président directeur général de la Fintech Malienne, le client de SAMA Money ne paie qu'une modique somme qui représente entre 0,5% et 1% du montant lors du retrait de cash. Il a été reçu en interview avec la rédaction de CROISSANCE AFRIQUE, votre Journal financier panafricain. Lisez!



Daouda Coulibaly, Président directeur général de la Fintech Malienne SAMA Money. Pouvez-vous, nous présenter votre structure à nos lecteurs ?

Daouda Coulibaly : SAMA Money est une fintech qui propose une plateforme innovante de

paiement et de transfert d'argent simple, conviviale, fiable, accessible et abordable. Nous considérons que notre première particularité par rapport à la concurrence c'est notre ancrage africain. Une initiative 100% africaine par des jeunes africains au service de la pro-

motion de l'inclusion financière et du développement du continent grâce à un outil de paiement mobile au plus près des besoins des populations. Ainsi, dès le départ nous avons supprimé les frais de transfert d'argent. Le client ne paie qu'une modique somme qui représente entre 0,5% et 1% du montant lors du retrait de cash. Nous avons également tenu à maintenir des niveaux de commissions élevées à nos distributeurs malgré cette baisse drastique des frais de retrait. Cela fait de SAMA Money à ce jour, la solution la moins chère du marché et la solution qui rémunère le mieux les distributeurs sur notre marché.

SAMA Money est une Fintech 100% Malienne, fondé par un Malien. Comment vous avez eu l'idée créer cette Fintech SAMA Money ?

Daouda Coulibaly : Je tiens à préciser que même si SAMA Money n'a été dévoilé au grand public qu'en 2020, il s'agit en réalité d'une initiative datant de 2011. Nous faisons partie des premiers à avoir cru en ce secteur à une période où le mobile money était encore à ses débuts en Afrique de l'Ouest.

Lorsque la crise politique et sécuritaire malienne est survenue en 2012, nous avons été contraints de prioriser nos efforts sur nos deux autres entreprises (Trainis et Malijet) et de malheureusement mettre le projet SAMA Money en standby. Ce n'est alors qu'en 2017 que nous avons relancé les opérations, nous permettant de démarrer la phase de test en 2018 puis la phase pilote en 2019. Le produit a été rendu accessible au grand public en janvier 2020 au Mali en partenariat avec la banque UBA.

Comment pouvons-nous envoyer et recevoir de l'argent à travers SAMA Money, cette plateforme innovante de mobile money ?

Daouda Coulibaly : Au Mali comme au Burundi et bientôt en Côte d'Ivoire, nous sommes les seuls à offrir au client une plateforme accessible via 4 canaux distincts : le Web, l'application mobile Android ou iOS, WhatsApp et l'USSD avec le #600# pour le Mali et le #300# pour le Burundi. Grâce à l'USSD notre solution est accessible même sans connexion internet et sans distinction d'opérateur téléphonique avec un code unique.

Quelles sont les missions de la Fintech SAMA Money ?

Daouda Coulibaly : Notre mission est de répondre aux besoins quotidiens des populations ayant des difficultés d'accès aux produits financiers en leur proposant une alternative adaptée et ainsi développer l'inclusion financière en Afrique. Nos cibles sont de ce fait et avant tout les populations actuellement exclues du système bancaire traditionnel.

Pouvez-vous nous parler de vos services phares ?

Daouda Coulibaly : SAMA Money propose une offre multi-opérateur en plus d'une multiplicité de canaux via lesquels le client peut accéder à nos services représentés un grand point différenciant qui permet aux abonnés de tous les opérateurs de pouvoir bénéficier équitablement, à tout moment et en tout lieu de nos services de mobile money. Cette indépendance vis-à-vis des opérateurs téléphoniques est un atout majeur lorsque l'on sait que dans beaucoup de pays africains, les solutions de mobile money des opérateurs téléphoniques sont limitées à leurs abonnés téléphoniques alors même qu'aucun opérateur n'a une couverture totale du territoire. De ce fait, se retrouvent exclues les populations qui sont situées dans des localités où le signal GSM de l'opérateur en question n'est pas disponible. Avec SAMA Money, il suffit d'un seul signal GSM pour que le client puisse accéder à notre solution de mobile money.

A ces points s'ajoutent le box multiservices à travers laquelle le client a accès à une panoplie de services dématérialisés qu'il peut payer directement en ligne sans coût de service : à savoir les recharges téléphoniques de tous les opérateurs du marché, le paiement des factures d'eau et d'électricité, le paiement des crédits de compteurs prépayés d'électricité, le paiement des abonnements Canal+, Startimes et Malivision, le paiement de polices d'assurances, etc.

Comment expliquez-vous, vos politiques de tarifications aux clients de Sama Money?

Daouda Coulibaly : Sur le marché malien nous sommes la solution la moins chère, avec des frais de retrait à partir de 0,5% du montant. De plus, les services de transfert d'argent ou de dépôt d'argent sont complètement gra-



tuits. Les seuls frais que devront payer le client sont ceux d'une opération de retrait d'argent.

SAMA Money est présente dans combien de ville au Mali ?

Daouda Coulibaly : Nous sommes fiers d'annoncer que SAMA Money est présent sur l'ensemble du territoire malien avec plus de 17 000 points de vente actifs. Nous sommes présents à Bamako bien évidemment, à Kayes, à Tombouctou, à Kidal, à Sikasso, à Koulikoro, à Ségou, à Gao et à Mopti.

A part le Mali, êtes-vous présent dans d'autres Pays?

Daouda Coulibaly : Aujourd'hui SAMA Money dispose de 3 filiales situées au Mali, au Burundi et en Côte d'Ivoire. Nos équipes de la Holding sont réparties entre Abidjan et Bamako. Bientôt la Holding aura également des bureaux à Dubai et à Kigali.

Quelles sont vos prévisions en termes de perspectives et défis pour les 5 prochaines années à venir ?

Daouda Coulibaly : Nous avons pour ambi-

tion de couvrir l'ensemble des pays de l'UEMOA dans les 5 années qui viennent ainsi s'ajouter à ceux de la zone CEMAC (en Afrique Centrale). Pour l'instant, nous travaillons d'arrache pieds pour lancer le wallet SAMA Money en Côte d'Ivoire où nous sommes en phase pilote depuis quelques mois. La Guinée et le Sénégal suivront en 2023.

Votre mot de fin ?

Daouda Coulibaly : Pour moi, il n'y a pas d'autre recette que de croire en soi-même et en son projet. Donc n'attendez pas les financements. Lancez-vous avec le peu que vous avez. Vous pouvez être sûrs que les autres vous prendront au sérieux lorsqu'ils constateront que vous ne les avez pas attendus pour prendre des risques dans votre projet. Un dévouement qui doit néanmoins s'accompagner d'un travail structuré pour toucher les bons investisseurs en s'informant continuellement pour rester au fait des évolutions de son secteur.

Réalisée Par Daouda Bakary KONE
Source : Croissanceafrik



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Mali – Afrique du Sud : Une quête commune de Réconciliation

Africa English Time - en partenariat avec l'Ambassade de l'Afrique du Sud au Mali - a célébré la 2ème édition de la Journée de Réconciliation Nationale en Afrique du Sud. C'était le vendredi 16 décembre 2022, au Mémorial Modibo Keita. A cette occasion, un panel sur le thème : « La Réconciliation, un devoir pour chaque citoyen » a été animé par l'ancien ministre, Diadiè Yacouba Dagnoko, le directeur général du Mémorial Modibo Keita de Bamako, Moussa Traoré, le Président du conseil supérieur de la diaspora malienne (CSDM), Mohamed Chérif Haïdara, parrain de la cérémonie, la directrice exécutive de l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), Mme Adam Dicko.



Cette activité était présidée par le représentant du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Abdoul Majid Halidou, en présence de l'initiateur de la journée, Dramane Souaré, du chargé d'affaire de l'Ambassade de l'Afrique du Sud au Mali, Avumile DLAKAVU et de nombreuses autres personnalités.

Prononçant son discours, l'initiateur de l'événement, Dramane Souaré a déclaré que le Mali et l'Afrique du Sud ont toujours entretenu des bonnes relations fraternelles dans divers domaines. A cet égard, il a souligné que ce cadre d'échanges s'inscrit dans le contexte malien dont la jeunesse aspire à la refondation et à la réconciliation nationale.

En effet, il a précisé que le peuple Malien rêve d'un Mali comme l'avait imaginé son premier président, feu Modibo Keita. Ce grand homme, dit-il, avait tissé une relation de fraternité avec le peuple Sud-africain. En témoigne la visite

de son ancien président Nelson Mandela en 1962 au Mali. « **Pour moi, parler de la réconciliation est un élément structurant de la stratégie de sortie de crise et de création des conditions de paix et de prospérité durable, sans lesquelles**

aucun développement n'est possible. Et dans un pays en crise, comme le Mali, les perspectives de développement socio-économique et politique des prochaines décennies dépendront de notre aptitude à créer des activités qui permettront de renforcer la stabilité sociopolitique et culturelle », a déclaré Dramane Souaré.

Toutefois, il a mis un accent particulier sur le pardon, la tolérance, la cohésion et la réconciliation. A ses dires, on parle de réconciliation lorsqu'il n'y a pas de paix. « **Dans la situation actuelle du Mali, la réconciliation est un devoir pour chaque citoyen. Cette journée de Réconciliation en Afrique du Sud célébrée ici pour la 2ème fois au Mali permet de renforcer cette relation fraternelle entre nos deux nations** », a-t-il indiqué.

L'intervention du chargé d'affaires de l'Ambassade de l'Afrique du Sud au Mali, Avumile DLAKAVU a porté essentiellement sur la démocratie et la réconciliation. Pour, Mohamed Chérif Haïdara, président du CSDM, " il n'y a pas de réconciliation sans pardon et il n'y a pas de pardon sans justice".

A sa suite, le représentant du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, Abdoul Majid Halidou, a magnifié les liens de solidarité et de fraternité qui ont toujours unis le peuple malien et sud-africain. « Les différentes crises sécuritaires, économiques, climatiques et sociales qui affectent nos Etats au point d'entraver leur développement et même de menacer leur souveraineté nous préoccupent profondément », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra



Accord d'Alger : La Médiation appelle les parties à la retenue pour maintenir la confiance

En sa qualité de cheffe de file de la médiation internationale, l'Algérie a appelé les parties maliennes signataires de l'accord de paix issu du processus d'Alger, à s'abstenir de toute déclaration susceptible de porter atteinte aux efforts inlassables pour instaurer un climat de confiance. Tel est l'essentiel du compte rendu de la réunion par visioconférence tenue le 14 décembre 2022.



Dans un communiqué de la Médiation internationale, publié le vendredi 16 décembre, par la MINUSMA, il ressort que cette réunion a permis de mettre en exergue, encore une fois, la place axiale de l'Accord dans le processus de stabilisation du Mali tel que reflétée à travers ses quatre piliers. « Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, la médiation internationale a tenu, le 14 décembre 2022, une réunion par visioconférence, à l'invitation de l'Algérie, en sa qualité de cheffe de file de la médiation internationale. »

« Les membres de la Médiation internationale ont, également, eu un échange sur les raisons ayant conduit à la suspension des travaux de la 47e session du CSA, qui ont débuté le 29 novembre 2022 », fait remarquer le document. Et de déplorer ce développement qui va à contre-sens de l'élan positif enregistré ces derniers mois : « Cette réunion a été l'occasion de procéder à une évaluation lucide de l'état actuel du processus de mise en œuvre de l'Accord, qui a connu une dynamique encourageante à la faveur de la tenue, à Bamako du 1er au 5 août 2022, de la réunion de niveau décisionnel sur certains as-

pects de l'Accord, ainsi que de la session de haut niveau du Comité de Suivi de l'Accord (CSA), le 2 septembre 2022, sous la présidence de M. Ramtane Lamamra, Ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger de la République algérienne démocratique et populaire, avec un accent particulier sur l'importance et la nécessité de l'engagement de toutes les parties maliennes à aller de l'avant dans la poursuite de ce processus. Les membres de la médiation internationale ont, également, eu un échange sur les raisons ayant conduit à la suspension



des travaux de la 47e session du CSA, qui ont débuté le 29 novembre 2022. Ils ont déploré ce développement qui va à contre-sens de l'élan positif enregistré ces derniers mois, y compris les efforts en cours pour l'opérationnalisation de la Commission ad hoc en vue de parachever les discussions sur la chaîne de commandement et l'intégration des hauts cadres des Mouvements en vue du lancement du DDR global dans les meilleurs délais. Les membres de la Médiation internationale ont également échangé sur le dernier communiqué de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA).

Soulignant la responsabilité première qui incombe aux parties maliennes signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger, Gouvernement et Mouvements, dans l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord, les membres de la médiation internationale ont lancé un appel solennel aux parties à ne ménager aucun effort pour favoriser un climat de confiance et de respect mutuel et à faire preuve, de manière urgente et sincère, d'un engage-

ment résolu sur la voie de la réalisation des objectifs assignés à l'Accord, notamment la paix, la sécurité, le développement et la réconciliation au Mali. La Médiation internationale a appelé les parties maliennes à s'abstenir de toute déclaration qui risque de porter atteinte aux efforts inlassables d'instaurer un climat de confiance.

Cet engagement est d'autant plus nécessaire que la situation sécuritaire qui prévaut dans certaines localités du pays reste extrêmement fragile et le contexte politique interne demeure marquée par la conduite de plusieurs processus décisifs, y compris l'élaboration d'une nouvelle constitution, le DDR et la mise en œuvre des projets de développement, avec l'aide de la communauté internationale.

Dans ce sillage, les membres de la médiation internationale ont réitéré leur soutien au Mali et rappelé qu'ils se tiennent aux côtés des parties signataires de l'Accord pour favoriser une mise en œuvre diligente et de bonne foi des dispositions pertinentes de cet instrument. Ils ont, ainsi, insisté sur la nécessité de

la reprise rapide des travaux du CSA qui constitue un cadre idoine permettant de procéder aux évaluations requises et de convenir des actions concrètes à entreprendre pour faire avancer la mise en œuvre de l'accord.

La Médiation internationale a réaffirmé sa détermination à poursuivre vigoureusement ses efforts. A cet égard, elle a encouragé l'Algérie, en sa double qualité de Présidente du CSA et de Cheffe de file de la Médiation internationale, à prendre les initiatives nécessaires pour aider à répondre aux attentes légitimes du peuple malien de voir l'Accord produire des résultats probants, notamment en termes de sécurité, de stabilité et de développement durables. »

Dans le même temps, le chef de Commission Technique de Sécurité (CTS) non moins, Commandant de la Force de la MINUSMA, le General C,J Kees Matthijssen était à Kidal le mercredi 14 décembre 2022 pour rencontrer Algabass Ag Intalla.

■ Binadjan Doumbia

Urd : Le président Gouagnon Coulibaly tend la main à Salikou Sanogo et Cie

Le bureau politique national de l'Union pour la République et la démocratie (Urd) a tenu le samedi 03 décembre une conférence de presse à la Maison de la presse. Occasion pour son président, Gouagnon Coulibaly, d'inviter tous les militants à l'union sacrée et à réaffirmer le soutien du parti au processus de transition en cours au Mali.



■ L'Union pour la République et la Démocratie (Urd) est de retour après tant de mois d'absence car sa voix forte et pesante a sans doute manqué », attaque son président, Gouagnon Coulibaly, martelant qu'il est le seul chef du parti de la poignée de main. Après des mois de léthargie marqués par un feuilleton judiciaire, la formation politique du regretté Soumy Champion va désormais exprimer sa position sur tous les sujets d'intérêt national. Ce qui marque la fin de la parenthèse Pr. Salikou Sanogo, premier vice-président du parti, qui assurait l'intérim depuis le rappel à Dieu de Soumaïla Cissé. Se posant en rassembleur, l'ancien député élu à Kati, vêtu de boubou blanc portant sur sa tête une chéchia de même couleur, tend la main au clan Salikou Sanogo, marquant ainsi sa disponibilité et sa volonté de rassembler tous les militants du parti. Il dit être prêt à s'investir auprès de tous ses camarades contestataires absents de la salle pour les convaincre qu'il n'y a pas d'alternative à l'unité et à la cohésion du parti. « Les perspectives individuelles se forgent et s'épanouissent dans le destin collectif », a-t-il expliqué. Malgré l'imbroglie judiciaire, l'unité du parti

de la poignée est restée intacte avec zéro départ, se félicite le président Coulibaly. Ce feuilleton judiciaire, a-t-il expliqué, est né de la volonté de certains cadres du parti qui refusaient la tenue du premier congrès ordinaire dont le seul ordre du jour était de pourvoir le poste de président laissé vacant après la mort du regretté Soumaïla Cissé.

Soutien au processus de transition en cours au Mali

Sans pour autant citer de nom, il a indiqué que l'Urd refuse d'être enfermée dans le vrai faux débat de positionnement et de candidature qui semble être le prétexte tout trouvé par certains pour déstabiliser le parti sur l'autel des intérêts qui lui sont totalement étrangers.

« C'est le lieu de rassurer tous les militants et de leur redire ma confiance en leur lucidité et en la justice de notre pays afin que la légitimité démocratique non viciée du parti, qui s'est fortement exprimée, le 16 janvier 2022, soit davantage confirmée par le vent du renouveau qui souffle désormais sur le parti et par les instances judiciaires », a-t-il souligné.

Aussi, le président Coulibaly s'est-il prononcé sur l'actualité nationale. Il a exprimé le soutien du parti de la poignée de main au processus

de transition en cours depuis le 18 août 2020 dans notre pays.

« Il répond au souci de l'Urd d'apporter son appui politique et sincère à la réussite de la transition qui sera infailliblement la réussite du Mali », a précisé Gouagnon Coulibaly. Il a salué les efforts louables sur le plan militaire et se réjouit de la posture offensive engagée par les forces armées maliennes.

Concernant l'avant-projet de Constitution qui cristallise les débats sur le plan politique, il a indiqué que l'Urd privilégie l'approche la plus inclusive possible dans le cadre d'un dialogue national, démocratique, républicain et fécond. À noter que c'est la première sortie médiatique du président Coulibaly depuis sa prise de fonction le mois dernier. Une situation qui intervient après la confirmation du jugement du tribunal de la Commune V par la Cour d'appel de Bamako. C'est ce qui explique l'absence dans la salle de conférence des partisans du premier vice-président, le Pr. Salikou Sanogo.

Abdrahamane SISSOKO
Source : Le Wagado

Promotion de la Confrérie des Chasseurs du Mali : Karamoko Diawoye TRAORE, désormais N'Donsoba de la CIV !

Karamoko Diawoye TRAORE a été intronisé comme le N'Donsoba de l'Association Nationale des Chasseurs Agréés du MALI (ANACMA) de la commune IV du District de Bamako. La cérémonie festive commémorant son intronisation a lieu, le samedi 10 décembre 2022, au terrain de foot Chaba Sangaré de Lafiabougou. Colonel Adama Diarra, du Secrétariat permanent de lutte contre les armes légères, était le parrain de l'évènement. La population est massivement sortie pour assister à évènement festif, animé par la troupe de N'Gonifo Sékouba Traoré de Kati, jusqu'à l'aube du dimanche. La synthèse !

Outre le 2^e Adjoint au Maire de la CIV, Alkassim Maïga et le Chef du quartier de Lafiabougou et Coordinateur des Chefs de quartier de la CIV, El Hadji Sinaly Traoré, on notait la présence du représentant du parrain, de l'ensemble des notabilités de la CIV, les N'Donsoba des quartiers et villages environnants, notamment ceux de la Commune du Mandé. Les Karamoko : Balla Samaké, Tobri Kéïta, Mamoutou Sangaré et Balla Kéïta, tous de grands Donsos avérés et respectés dans la confrérie Donso, étaient présents. Y ont également pris part, les représentants : du Ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes du Mali ; du Ministre l'Artisanat, de la culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme ; du Gouverneur du District de Bamako ; du Maire du District de Bamako.

Des Chefs de Quartiers, Leaders Religieux et Coutumiers de Bamako et des membres de la Société Civile (CNJ, CAFO, CDQ, RECOTRADE de la Commune IV) et les représentants des commissaires de Police de la Commune IV ainsi que du Directeur de la Protection Civile de la Commune IV y ont également participé. Au nom de la Chefferie de Lafiabougou, El Hadji Sinaly Traoré, le principal intervenant, a souhaité à l'ensemble des participants à la céré-

monie, la bienvenue. Il a vivement remercié, tout particulièrement, l'ensemble des membres de l'Association Nationale des Chasseurs Agréés du Mali (ANACMA) pour le choix porté sur leur Secrétaire Général, en la personne de Karamoko Diawoye TRAORE.

Cette intronisation est, selon lui, importante car la mise en place d'un nouveau N'DONSOBA, est le prolongement de tout ce qui a toujours existé en termes de tradition. Aux dires du Chef de quartier de Lafiabougou, un

DONSOBA n'est pas n'importe qui. Car il est une force, un relai nécessaire pour sa population. Mais aussi, il est une autorité coutumière qui fonctionne avec les Institutions.

El Hadji Sinaly Traoré est convaincu que le choix porté sur la personne de Karamoko Diawoye TRAORE comme DONSOBA, est une fierté pour la Commune IV. Il a vivement souhaité que toutes les confréries de Chasseurs du Mali se regroupent en une seule Confrérie nationale du MALI, «car Unis nous sommes forts, Unis nous vaincrons », est-il persuadé. D'après le Chef de quartier de Lafiabougou, la solidarité est une ressource importante qu'il faut mobiliser, capitaliser, investir, convertir au profit de l'avenir commun des maliens. Pour cela, il estime que jeunes et vieux, devraient y contribuer. Pour « un MALI refonder dans la solidarité ».

D'après El Hadji Sinaly Traoré, le Donsoba est aussi perçu comme un être vertueux détenant un grand savoir, une grande sagesse et





investi d'une mission de protection. «Être N'Donso, cela veut dire, être un connaisseur de la brousse, de sa vie naturelle et surnaturelle, c'est participer à la transcendance de l'Univers, c'est devenir le dépositaire des forces magiques », a-t-il indiqué. Cela veut dire aussi, jubile-t-il, se mettre au service de la société, la protéger contre tout mal, afin de maintenir l'ordre social et d'assurer la subsistance des siens en leur procurant du gibier. Le Chef de village de Lafiabougou a aussi révélé que le N'Donsoba Karamoko Diawoye a également une connaissance parfaite en Géomancie et en Tradithérapie. Ce qui fait d'ailleurs sa grande réputation dans le monde des chasseurs.

Il a témoigné que le N'Donsoba a été toujours présent à chaque fois que son feu père El hadj San Birama TRAORE, ancien Chef de quartier, avait besoin de ses services. Il a loué l'engagement et le dévouement de Karamoko Diawoye TRAORE, « un homme sans reproche » pour son quartier. El Hadji Sinaly, qui a rappelé que tous les villages ont été fondés par des chasseurs qui étaient les premiers militaires d'Afrique, a demandé aux maliens de s'unir afin que la paix règne au Mali. Idem les Donsos !

Afin d'éviter les conflits entre les chasseurs, le Chef de quartier estime que chacun doit respecter la charte du «kontonron, Ni Saanè

et Dankoun ». Aussi, il leur a demandé de s'éloigner de la politique. Il n'a pas manqué de remercier les « N'Gonifôla », car à l'en croire, le joueur du N'Goni est aussi un grand rassembleur. Lequel est habilité à mettre fin aux conflits.

Devant ses pairs de la Confrérie des Chasseurs, le Donsoba Karamoko Diawoye Traoré, après ses mots de remerciement et un appel à la cohésion et l'entente de toutes les Associations des Chasseurs du Mali, a promis aux N'Gonifôla Moussablen, une épaule d'Hippopotame. Karamoko Diawoye Traoré est le Secrétaire Général de l'Association Nationale des Chasseurs du Mali (ANACMA). Il est Chevalier de l'Ordre National du Mali et Officier de l'Ordre National du Mali.

Gaoussou Madani Traoré A propos de l'ANACMA

Créée officiellement sous le récépissé N° 0924/MAT du 03/09/1991, l'Association Nationale des Chasseurs agréés du Mali (ANACMA), est une confrérie nationale de chasseurs, ayant pour objectif, entre autres de : -Représenter les intérêts corporatifs des chasseurs et coordonner leurs efforts en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion de la faune et de son habitat dans l'intérêt général ; Contribuer à la mise en valeur du patrimoine

culturel et naturel du Mali ; Contribuer à la protection des personnes et de leurs biens ; Contribuer à la protection de l'environnement, en luttant contre le braconnage et la prolifération des armes légères ; Respecter les règles essentielles de la chasse traditionnelle et des dispositions régissant la chasse sportive ainsi que la protection de la faune et des aires protégées.

L'ANACMA dispose d'un code moral très strict, mais ne fait usage d'aucun critère ethnique ou social d'affiliation. Ses membres œuvrent à la préservation et à la promotion des aspects positifs et séculaires du savoir communautaire, du savoir être et du savoir-faire de la société. L'apprentissage de la faune et de la flore, en particulier des plantes médicinales, de la cosmogonie, de la hiérarchie de la confrérie, de l'art lié au monde des chasseurs. Nombreux sont les concitoyens qui recueillent les enseignements très simple de la confrérie des Chasseurs menée par l'ANACMA, mais aussi très profonds, fondés sur une transmission continue de la morale du chasseur, la défense de la veuve et de l'orphelin, ce à quoi s'engagent tous les enfants de « Sanin ani kontron ». La confrérie depuis sa reconnaissance officielle, il ya 28 ans, joue pleinement ce rôle au sein de la société malienne.

Source : Le Pélican

Sénégal : Une motion de censure pour le symbolisme constitutionnel

Lundi 12 décembre 2022, le Premier ministre Amadou Ba s'est livré au jeu des règles de la démocratie constitutionnelle, en sacrifiant au rituel de la déclaration de politique générale. Une sortie qui était très attendue par la classe politique. L'opposition, particulièrement, n'a cessé de la réclamer, depuis la nomination de l'ancien ministre des Finances, au poste de Premier ministre rétabli par Macky Sall. Ce jeudi, le Premier ministre qui n'a pas engagé la responsabilité du gouvernement, lors de la DPG du lundi 12, a fait face à l'opposition - incarnée par Yééwi Askanwi- qui a estimé devoir déposer une motion de censure, le même jour.



Aussi M. Amadou Mame Diop, président de l'Assemblée nationale a-t-il convoqué la plénière ce 15/12/22 sur l'ordre du jour suivant : l'exposé des motivations de cette motion de censure par les initiateurs, les interventions des députés et les réponses du Premier ministre, aux uns et aux autres.

Lundi 12/12/22 après l'installation de la plénière par le président de l'Assemblée nationale, Amadou Mame Diop, celui du groupe parlementaire Yééwi Askanwi, Birame Souleye Diop, présentateur de la motion de censure, pouvait prendre la parole pour exposer les raisons pour lesquelles son groupe parlementaire n'accorde pas sa confiance au gouvernement. Après avoir reproché au Premier ministre, à tort, puisque ceci est facultatif, de ne pas avoir engagé la responsabilité du gouvernement, il

égrènera un chapelet de manquements de l'exécutif sur sa gouvernance.

Celle-ci, selon lui, est marquée par des scandales financiers, une tendance liberticide et démocratique et des manœuvres politiciennes en faveur d'une troisième candidature de Macky Sall.

Dans un débit extrêmement rapide, le numéro deux de Pastef et président du groupe parlementaire de Yééwi Askanwi prévient la majorité présidentielle sur le vent de changement qui va souffler dans une assemblée jusqu'ici considérée comme une chambre d'applaudissements d'une majorité mécanique, soumise à la volonté du seul président de la république. Dès lors, il s'agit pour Birame Souleye Diop de réhabiliter d'abord la fonction parlementaire, et donc il faut s'attendre à des commissions

d'enquête, des propositions de loi et des questions orales, afin de redorer le blason d'une institution foulée au sol.

Si les députés de la majorité se sont réjouis, selon eux, de la qualité et de la pertinence de l'intervention du Premier ministre, l'opposition incarnée par Yééwi Askanwi a, elle, dénoncé les errements du régime aux antipodes des préoccupations du peuple.

Quand la majorité énumère les réalisations infrastructurelles et les prise en charge des couches démunies, l'opposition réplique par les nombreux détournements de deniers publics et la répression des libertés.

Une posture discordante dans ce manichéisme, le groupe parlementaire de Wallu (Liberté Démocratie et Progrès) pourtant dans l'opposition, n'a pas voté pour l'initiative de Yééwi, au léger prétexte que leurs alliés dans l'inter-coalition Yééwi-Wallu ne les ont pas associés à l'initiative. Une position sujette aux interprétations les plus fantaisistes et qui affaiblit l'opposition de manière générale.

En effet au sortir de l'événement, la perception la plus partagée de l'opinion publique est l'image d'une opposition divisée au grand dam de ses électeurs. Ceux du changement.

Dans les colonnes du quotidien Libération, l'ancien ministre du président Abdoulaye Wade, Mamadou Diop Decroix, figure emblématique de la gauche sénégalaise dira : « Une DPG doit avoir une âme en parlant au cœur et à la raison des forces qui triment pour produire les richesses du pays, sans pour autant bénéficier de ces richesses créées. Elle devait adresser avec précision les principaux axes de leurs préoccupations pour décliner les réponses qu'elle compte leur apporter. La DPG est restée sèchement technocratique. »

Pour étayer ses propos il dira que « Sur un document de 15.173 mots, le mot agriculture paraît une seule fois, le mot pêche une seule fois,

le mot éleveur une fois, le mot artisan n'y figure pas et le mot industrie y est évoqué au futur. »

L'ancien gauchiste reconverti au libéralisme par Wade regrettera qu'il n'ait pas eu un véritable débat « démocratique, clair et transparent, où les faiblesses et les échecs du régime seraient mis à nu devant l'opinion publique. A la place on a eu droit à des propos innombrables dans l'hémicycle, venant de tous les bancs. »

Yééwi Askanwi, en déposant une motion de censure est dans son rôle de groupe d'opposition le plus radical à Macky Sall et profite de son droit consacré par la constitution pour dire qu'elle ne lâchera rien.

En refusant de suivre leurs alliés de Yééwi, les députés de Wallu veulent faire comprendre qu'ils ne comptent pas pour du beurre et, qu'il va falloir respecter leur présence.

Au grand bonheur de la coalition BBY du président Macky Sall, qui considérerait une scission de l'inter-coalition comme du pain béni au regard de la fragilité du rapport de force au sein de l'assemblée.

Rappelons qu'au départ, sur les 165 députés que comptent l'hémicycle, BBY a 83 députés, l'inter-coalition Yééwi-Wallu 80 et 3 non-inscrits. Puis l'ancien maire de Dakar, ancien président de l'Assemblée Pape Diop de Bokk giss giss avait rejoint BBY. Provoquant un grand soulagement avant que l'ancienne Première ministre Aminata Touré ne claque la porte de la coalition, frustrée de ne pas avoir été sa candidate au perchoir, comme elle s'y attendait.

Aussi bien la DPG que la présentation de la motion de censure, les deux raouts ont été très marqués par la question de la troisième candidature du président Macky Sall et le dossier judiciaire opposant Ousmane Sonko à Adjil Sarr, dont on dit qu'il est l'absent le plus présent. Mais la bonne question consiste à se demander si le Premier ministre Amadou Ba aura le temps de dérouler avec succès sa politique générale à l'horizon des 15 mois qui nous séparent de l'élection présidentielle de 2024

Samba Moussa LY
Correspondant à Dakar.

Coopération avec l'Afrique : Un regard de la Russie

L'Afrique en développement rapide occupe une place particulière dans le système de l'ordre mondial de moins en moins centré sur l'Occident, ce qui explique l'intérêt explosif pour cette région de la part de nombreux partenaires internationaux. Le développement des liens avec le continent est défini par les dirigeants de la Russie comme l'une des tâches stratégiques de la politique étrangère.

La « réinitialisation » de notre coopération, sérieusement ralentie après l'effondrement de l'URSS, a commencé avec le premier sommet inédit Russie-Afrique (octobre 2019, Sochi). Y ont participé des représentants des 54 pays du continent, dont 45 étaient représentés par des chefs d'État et de gouvernement. Deuxième rencontre russo-africaine au plus haut niveau est prévue pour l'été 2023 à Saint-Pétersbourg, à propos de laquelle je voudrais m'attarder sur les principaux aspects des relations russo-africaines.

Il y a plus d'un demi-siècle, les nations africaines accédaient à l'indépendance de leur cruelle patrie européenne. Qu'on le veuille ou non, cela s'est produit en grande partie grâce au soutien politique et militaire de l'Union soviétique. C'est à son initiative qu'en 1960 fut adoptée la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", qui mit fin à l'ère du colonialisme. Notre pays a ensuite fourni une aide à grande échelle aux partenaires africains libérés, a aidé à jeter les bases d'un État, des centaines de milliers d'Africains ont reçu une éducation supérieure en Union soviétique. Soit dit en passant, les États-Unis ont largement bénéficié des fruits de son travail.

Mais malheureusement, le processus de "décolonisation profonde" n'a jamais été achevé. Les tentatives de formation d'un monde unipolaire après l'effondrement de l'URSS ont conduit à la dépendance continue des pays africains vis-à-vis des institutions financières très imparfaites du système de Bretton Woods, de l'aide humanitaire et du patronage politique de l'Occident. Les Africains eux-mêmes l'ont dit haut et fort : ils sont de plus en plus mé-

contents des aides financières et des conditions de prêt très strictes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, empêchant l'Afrique de s'engager sur la voie de l'innovation pour s'industrialiser à grande échelle et tirer pleinement parti de ses énormes richesses naturelles et de son capital humain. Les multinationales occidentales sont actives sur le continent, les industries nuisent à l'environnement et les minéraux sont si-phonnés. La présence militaire des États-Unis et des États européens est imposée aux africains sous le prétexte de la protection contre le terrorisme international. Ils ont mené plusieurs opérations militaires d'envergure, notamment ces dernières années (Serval, Barkhan, etc.), qui ont entraîné le quasi-effondrement de certains États (Libye), la mort de civils, le déclin socio-économique, la crise migratoire, le développement du terrorisme transnational, le trafic d'armes et la traite des êtres humains en Libye, en RCA, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Sahel.

Aujourd'hui, cependant, nous assistons à une refonte globale de l'ensemble du modèle de relations internationales, dans lequel l'"Occident collectif" n'est plus le seul centre de pouvoir dans le monde. Nous voyons l'Afrique s'éveiller et se consolider comme un pôle indépendant et autonome. De nombreux pays du continent adoptent une position indépendante et de principe de non-ingérence dans des conflits en dehors de leur région, notamment lors d'une opération militaire spéciale en Ukraine. Le vote des dernières résolutions anti-russes à l'Assemblée générale des Nations unies en est la preuve. L'Afrique ne veut plus se voir imposer des modèles de développement, des valeurs et des normes éthiques. Cela est particulièrement évident dans l'exemple de l'effondrement du néo-colonialisme européen - d'abord en République centrafricaine, puis au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, l'effondrement du soi-disant. Systèmes France-Afrique.

Dans le même temps, nous devons admettre que la transformation de la coopération de la Russie avec l'Afrique n'est pas facile. Le chiffre d'affaires commercial est très faible (18-



20 milliards de dollars américains), nous sommes contraints de faire face à la confrontation la plus dure avec l'Occident, qui tente de priver l'indépendance et les droits souverains non seulement la Russie, mais aussi d'autres États - par le recours à la punition collective, la violation des droits politiques et économiques fondamentaux, restrictions unilatérales dures et illégitimes. Blocage des systèmes de règlement mutuel, des communications aériennes, des chaînes d'approvisionnement, gel des avoirs financiers, confiscation sans fondement juridique de la propriété publique et privée, privation des droits à la libre circulation, à l'éducation, à l'activité professionnelle sur la base de la nationalité, utilisation de la langue maternelle, "l'annulation" de la culture nationale à l'étranger sont ces mesures qui sont introduites aujourd'hui contre la Russie, et demain peuvent être appliquées à n'importe quel autre État. Un dangereux précédent a été créé et en Afrique c'est bien compris.

Même dans de telles circonstances, la Russie, en tant qu'État successeur de l'URSS, s'efforce de protéger les intérêts politiques et économiques des pays du continent africain sur les plates-formes internationales, défend le droit à la prise de décision souveraine et à l'indépendance, y compris l'action pour leur impor-

tante représentation au Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous sommes contre la politique promue par l'Occident d'imposer des sanctions économiques unilatérales. Après le début de l'opération militaire en Ukraine contre la Russie, les mesures restrictives les plus sévères de l'histoire du monde ont été introduites, ce qui a entraîné des conséquences catastrophiques pour les marchés alimentaires et énergétiques internationaux. Ils détruisent non seulement les liens de la Russie avec l'Occident, mais aussi l'ensemble du système économique mondial, y compris les règles et les normes de l'OMC, que l'Occident lui-même a construites. Cette pratique contre-productive est également appliquée aux partenaires africains. Est-il possible de considérer comme « effectives », même du point de vue de leurs organisateurs, les restrictions unilatérales imposées au Burundi, à la République démocratique du Congo, au Zimbabwe, à la Libye, au Mali, à la Somalie, au Soudan, à la République centrafricaine, à l'Éthiopie et à Soudan du sud? La réponse est évidente. Je voudrais citer les résultats d'une étude du scientifique américain Robert Pape, qui a étudié l'impact de 115 régimes de sanctions appliqués après la Première Guerre mondiale par les États-Unis et d'autres blocs régionaux contre des pays tiers.

Les résultats sont déroutants : seulement dans 5% des cas, des restrictions économiques sévères ont conduit à l'objectif initial (changement de régime) couplées à des conséquences désastreuses pour la population, tandis que les 95 % restants n'avaient aucun effet significatif. Et c'est sans parler du fait que la Russie rejette le principe même d'un changement de régime de l'extérieur. Contrairement aux États-Unis, qui en font l'une des priorités de leur nouvelle stratégie en Afrique pour contrer l'influence grandissante des sur le continent chinois et russe, inventant même des lois sans précédent pour contrer "l'influence néfaste de la Russie en Afrique", nous procédons du principe de coopération mutuellement bénéfique. Cela signifie que chaque nation a le droit de choisir ses partenaires politiques et économiques. Nous sommes prêts à une concurrence économique loyale avec eux. Ni nous ni les Africains pas besoin de dictature. Sur la base de la formule "problèmes africains - solution africaine", nous voyons notre tâche dans la fourniture d'une approche intégrée des problèmes existants avec les pays du continent en s'appuyant sur leurs propres ressources pour le développement économique afin d'assurer l'industrialisation et rupture technologique. Les questions les plus importantes à l'ordre



du jour actuel de la Russie sont les questions d'assurer la sécurité alimentaire et énergétique en Afrique, qui, sans aucun doute, seront discutées en priorité lors du prochain sommet avec nos partenaires africains. Malgré l'opposition des régulateurs européens, la Russie est prête à remplir ses obligations de manière responsable et consciencieuse dans le cadre de contrats internationaux concernant l'exportation de produits agricoles, d'engrais, de vecteurs énergétiques et d'autres produits critiques. Aujourd'hui, compte tenu de la récolte record de 2022 de 152,2 millions de tonnes, nous sommes prêts à fournir gratuitement des céréales russes aux États les plus nécessiteux. (500 000 tonnes), ainsi que de remplacer complètement les céréales ukrainiennes, qui ne représentent que 2 % de la production mondiale, à des prix abordables pour tous les pays intéressés. Cela a été déclaré à plusieurs reprises par le président de la Fédération de Russie V.V. Poutine.

En ce qui concerne la sécurité énergétique de l'Afrique, nous pensons qu'il faut partir des objectifs de développement du continent, qui sont déterminés par les Africains eux-mêmes. L'imposition supplémentaire de conditions difficiles pour la soi-disant "transition verte" limite la création de la base énergétique nécessaire à l'électrification et à l'industrialisation de l'Afrique. Nous prônons constam-

ment la diversification des ressources énergétiques, notamment par la construction et la modernisation de centrales hydroélectriques, le développement de l'énergie nucléaire, l'utilisation du gaz naturel comme combustible propre afin de réduire la charge sur l'environnement, et de ne pas pomper cette ressource précieuse vers les pays européens marchés. « L'atome pacifique » et la centrale hydroélectrique sont une solution géniale pour la transition énergétique, et la Russie a quelque chose à offrir à ses partenaires africains à cet égard. Nous considérons la création de capacités de traitement des vecteurs énergétiques comme une priorité pour les besoins des pays africains, y compris pour la production d'engrais.

Un élément important de la sécurité de l'Afrique est d'assurer son indépendance économique et financière. Dans le contexte du montant colossal et presque illimité de l'aide financière fournie à l'Ukraine (plus de 75 milliards de dollars rien qu'en 2022), qui pourrait répondre aux besoins des pays africains, la Russie adopte une position de principe concernant la nécessité de réformer le système de Bretton Woods. Nous accordons une attention particulière au soutien des projets des institutions internationales de développement dans les pays africains visant à créer les conditions assurer la croissance économique et la stabi-

lité financière des économies nationales.

Les puissances mondiales ne doivent pas considérer les pays du continent comme une base de matière première pour leurs propres économies, mais avant tout développer marchés intérieurs africains. Nous vous demandons d'arrêter le traitement aux nations africaines uniquement en tant que bénéficiaires de l'aide humanitaire, ce qui ne résout pas les problèmes sous-jacents du continent. L'Afrique a besoin dans le transfert de technologie et d'expertise, le développement de notre propre industrie, les infrastructures critiques. Les pays du continent ont le droit de choisir des partenaires politiques et économiques sans crainte d'être punis, de suivre leurs propres valeurs, et non imposées de l'extérieur, de genre et autres, et de se développer de manière indépendante. Il est absolument clair que ces tâches sont beaucoup plus importantes pour l'Afrique que leur implication dans des conflits extra-régionaux à l'instar de l'Ukraine.

Oleg Ozerov, Ambassadeur itinérant,
 Chef du Secrétariat du Forum de partenariat
 Russie-Afrique,
 MAE de Russie
 Source : Malijet

Muhammadu Buhari : L'icône africaine de la démocratie et de la lutte contre la corruption a 80 ans



L'icône incontestée de la démocratie et de la lutte contre la corruption de l'Afrique célèbre ce jour son 80e anniversaire.

Le leadership du Président Muhammadu Buhari a pris de l'importance. Pourtant, il y a près de quatre décennies, en tant que chef militaire du Nigeria – la nation la plus peuplée d'Afrique – il s'est transformé, au fil des années, en un ardent défenseur de la démocratie et de l'ordre constitutionnel.

Cependant, même en tant que dirigeant militaire, l'une des réalisations les plus mémorables au cours de son premier mandat est son leadership en matière de lutte contre la corruption.

La réincarnation de Baba Muhammadu Buhari en tant que dirigeant civil en 2015 a concrétisé l'aspiration de millions de ses compatriotes au retour de son leadership de type unique, qui repose sur le formidable magnétisme de son exemple personnel d'honnêteté, d'intégrité, de transparence et de responsabilité.

Depuis son retour au pouvoir politique, le président Buhari a été le fer de lance d'une culture d'anti-greffe, qui cherche à institutionnaliser les réformes participatives en encourageant les citoyens à se les approprier. Il n'est pas étonnant que la politique de tolérance zéro de l'administration Buhari contre la corruption ait déjà donné lieu à de multiples condamnations justifiées ; et la

confiscation d'importants biens, meubles comme immobiliers illégalement acquis au Nigeria et à l'étranger avec l'argent du contribuable.

Le succès remarquable du président Buhari dans la lutte contre la corruption dans son pays a évidemment convaincu ses collègues dirigeants africains à lui décerner en juillet 2017 la responsabilité de champion de la lutte contre la corruption de l'Union Africaine en 2018 lors du 30e sommet à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Pendant ce temps, l'héritage peut-être le plus durable de la présidence de Baba Muhammadu Buhari est son ferme engagement envers l'ordre constitutionnel et sa position résolue contre le programme d'allongement de mandats à la tête de nos pays, d'une part ; et les nombreux coups d'État militaires récents en Afrique de l'Ouest, au Soudan, etc., d'autre part. Il est farouchement contre la mauvaise gouvernance due à l'absence de la démocratie, à la violation des droits de l'homme, des libertés fondamentales dans notre continent.

Pour contrer cette tendance inquiétante, le président Buhari a toujours mis à profit sa stature et sa crédibilité grande nature, à chaque occasion où des acteurs et des agents politiques indécents ont cherché à réprimer ou réduire au silence la volonté populaire des masses africaines en lutte.

Sur une note très personnelle, en juin 2019, il

a fallu l'intervention franche et paternelle du Président Buhari dans la crise politique en République du Bénin pour obtenir la levée de mon assignation injustifiée en résidence surveillée pendant 52 jours pour avoir réclamé la restauration de la démocratie dans notre pays.

C'est l'occasion de remercier la forte mobilisation de la jeunesse africaine et de la communauté internationale qui se sont indignées pour ce traitement inhumain infligé à un Ancien chef d'Etat qui a dirigé son pays pendant 10ans sur fond d'une gouvernance électorale inclusive, transparente et équitable. Au nom Puissant et précieux de Jésus-Christ, j'ai pardonné. Merci au Président Buhari, Grand Homme d'Etat par qui, mon Père Céleste m'a délivré de cette horreur après 8 mois de séjour dans les hôpitaux du Nigeria.

La célébrité de Buhari est aussi passée par son combat contre le djihadisme (Boko Haram etc.) dans notre continent.

Pendant que Baba Muhammadu Buhari célèbre son 80e anniversaire, je félicite Le Président, sa famille ainsi que le peuple nigérian. Je prie mon Seigneur Sauveur Jésus-Christ de Nazareth de continuer d'accorder ses bénédictions sur ce grand homme d'Etat qui se prépare à quitter ses fonctions au terme de ses deux mandats auréolés par de loyaux services à la tête de l'un des plus grands pays du continent. Je prie également pour que Dieu Tout-Puissant accorde au président Buhari une longue vie et le comble de sa bonté inépuisable pour qu'il mette son expérience au service de sa nation démocratique au cœur de notre espace communautaire, régional comme Continental.

Joyeux anniversaire Baba Muhammadu Buhari !

Que Dieu vous Bénisse et bénisse notre sous-région.

Dr. Thomas Boni Yayi,
Ancien Président de la République du Bénin
Ancien Président de l'Union africaine
Ancien Président de l'UMOA
Médiateur de la CEDEAO pour la République de Guinée.

Qatar 2022 : L'Argentine sacrée championne du monde de football

Les rideaux sont enfin tombés sur la Coupe du monde de football 2022 qui s'est tenu au Qatar après moult polémiques sur l'attribution de l'organisation de la coupe dans cet petit Emirat. Au-delà des critiques, aucun pays n'a boycotté la coupe elle-même. Place maintenant aux commentaires politiques et diplomatiques d'après-coup. Mais surtout aux spécialistes qui refont les matchs.

A l'issue des compétitions, c'est l'Argentine qui a été sacrée championne du monde de football en battant en finale la France (les Bleus) au terme de la séance aux tirs aux buts (4-2) après une palpitante prolongation qui s'est soldée après un score de 3-3, le dimanche 18 décembre au Lusail Iconic Stadium à Doha. L'Argentine de Lionel Messi décroche ainsi sa troisième étoile après celles de 1978 et 1986.



A la fin de la première mi-temps, l'équipe de l'Argentine (L'Albiceleste) menait 2 à 0. Le premier but a été mar-

qué par Lionel Messi à la 23e minute sur penalty). Le deuxième but argentin est arrivé 10 minutes plus tard grâce à Ángel Di María à la

36e minute.

La seconde mi-temps s'annonçait toute aussi catastrophique jusqu'à la 80e minute où Kylian Mbappé a marqué un premier but grâce à un autre penalty, puis un second juste après à la 81e minute. À la fin du temps réglementaire, le score était 2-2. C'est la 8e finale de Coupe du monde qui va jusqu'à la prolongation. À la 109e minute, les Argentins ont marqué un 3e but grâce à Lionel Messi. Mais ce n'était pas terminé : Kylian Mbappé a égalisé avec un nouveau penalty à la 118e minute. En dépit d'un triplé de Mbappé, pour revenir de 2-0 à 2-2 dans le temps réglementaire puis de 3-2 à 3-3 dans la prolongation, l'équipe de France a perdu la finale de la Coupe du monde au Qatar face à l'Argentine, qui s'impose aux tirs aux buts (4 tirs à 2).

C'est le troisième sacre de l'équipe des Argentins après ceux de 1978 et 1986. La France reste donc à deux sacres après ceux de 1998 et 2018.

Composition des équipes

Côté français, c'était l'équipe type, en 4-3-3, comme prévu : Lloris ; Koundé, Varane, Upamecano, Hernandez, Griezmann, Tchouaméni, Rabiot, Dembélé, Giroud, Mbappé.

Du côté des Argentins, c'était : Martinez, Molina, Romero, Otamendi, Acuña, Di Maria, De Paul, Fernandez, Mac Allister, Messi, Alvarez avec Lionel Messi, comme titulaire.

■ Maffenin Diarra





Bélier (21 mars - 19 avril)

À votre poste de travail, vous aurez les idées claires. Vous aurez un sens inné de l'organisation. De par vos propres initiatives ou en obéissant plus prosaïquement à des directives, vous serez en mesure de vous pencher sur de nouveaux clients.

Uranus aura une influence positive. Cette planète vous aidera à recadrer la plupart de vos dépenses, ce qui renforcera encore plus l'efficacité de votre gestion. Vous pourrez même recentrer vos placements financiers sur des objectifs plus réalistes...



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un effort est demandé par un chef. Il peut faire cette demande d'une façon sèche. La communication coince en effet. Les supérieurs hiérarchiques pourraient être maladroits avec vous. Ne le prenez pas personnellement. La santé de l'entreprise en dépend.

Les dépenses d'argent continuent. Elles concernent un peu tout, les charges et les frais inattendus. Vous pouvez réaliser quelques économies en vérifiant les prix. Faites les soldes, pensez à comparer les tarifs. Même de petites économies sont les bienvenues.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

De belles possibilités s'offrent à vous dans votre sphère professionnelle. Mars vous permet de faire valoir vos idées qui seront bien acceptées. Vous mettez un dernier coup de collier pour obtenir ce que vous attendez depuis longtemps. Vous ne savez plus où donner de la tête avec ces 4 planètes dans votre maison 8. Votre situation financière est tributaire des autres, notamment de votre famille et cet état de fait vous énerve un peu, car vous avez l'impression de ne rien maîtriser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez quelques petits soucis envers toute forme d'autorité aujourd'hui à votre travail ! Évitez, dans la mesure du possible, les confrontations qui pourraient déboucher sur des discussions trop agitées ! Vous auriez du mal à assumer ce genre de relations.

Aujourd'hui, vous êtes un peu dans l'abus, et vos finances ne font pas exception ! Vous vous sentez insouciant et avez tendance à vouloir dépenser plus que de raison ! Restez dans le contrôle le plus possible, car Jupiter est une planète bien excessive !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous exercez vos talents dans une activité commerciale, un gros dossier ou un client important pourra vous passer sous le nez... En effet, à cause des dissonances de Mars, vous serez excessivement bridé ! Vous supporterez mal les entraves...

Vous manquerez de réalisme concernant vos engagements financiers. En effet, ces derniers ne seront pas vraiment compatibles avec vos charges fixes. La planète Uranus sera très dépensière, surtout dans le domaine des plaisirs personnels, et des cadeaux !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir envie d'une formation. L'évolution de votre carrière nécessite une formation. Vos compétences ne sont pas bien vues par vos supérieurs hiérarchiques. La journée peut marquer l'occasion d'en parler. Un nouveau départ vous attend.

Il règne une ambiance de frustration. Des dépenses ne permettent guère de loisirs. Dans la journée, des règlements peuvent survenir. Il est nécessaire de préserver une trésorerie pour faire face à ces charges. Gardez confiance, ces frais sont temporaires.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre avenir professionnel vous paraissant assez incertain, vous pourriez avoir envie de prendre davantage soin de vous, de vous tourner vers une profession qui comble vos besoins intérieurs notamment de sécurité et d'évolution.

Vous risquez d'être assez impulsif dans vos dépenses et ceci peut nuire à l'équilibre de votre budget. Vous avez envie de faire plaisir à votre famille et vous achetez en ce moment les cadeaux de Noël.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication étant aujourd'hui un peu perturbée, il se peut que vos relations avec vos collègues de travail ne se passent pas au mieux. Vous avez tendance à vous montrer plus dur, et avez beaucoup de mal à faire des concessions. Soyez plus cool !

La prudence est de mise aujourd'hui avec vos finances, car Jupiter vous pousse aux dépenses inconsidérées ! Vos désirs sont légèrement dans l'excès et frôlent même l'insouciance ! Soyez vigilant, vos envies deviendraient vite incontrôlables !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre entreprise pourra décider de délocaliser ou de sous-traiter une partie de vos tâches. Pour autant, votre poste ne sera pas supprimé. Simplement, il sera remanié. Vous devrez suivre le mouvement, et vous y faire... Pas ou plus le choix !

Tout chez vous respirera l'économie bien pensée... Voiture hybride, ampoules basse consommation, etc. Aujourd'hui, vous vous documenterez sur les avantages et inconvénients du chauffage au bois ! Économe, et respectueux de l'environnement... Sus au gaspillage !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver la motivation, comptez sur l'atmosphère joyeuse au travail. Vos collègues ont un sens de l'humour développé ! Du côté du planning, il est chargé. Vos activités peuvent demander un bon sens de l'organisation. On compte sur vous pour cela !

C'est toujours la prudence qui prend le pas sur le désir. L'impulsivité n'a pas raison de vous. Le shopping est un moyen de flâner ou de repérer. La relation à l'argent reste sereine. Malgré des charges régulières, la gestion est faite avec sérieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des discussions interminables pourraient avoir lieu au sein de votre bureau pour définir qui fait quoi et dans quelles conditions. Les esprits pourraient s'échauffer et vous auriez bien du mal à garder votre calme.

Un bon aspect Saturne/Neptune vous procure une ouverture pour mettre en pratique certains de vos projets financiers. Vous pourriez par exemple demander un prêt. Il a toutes les chances d'être accordé bien que certaines clauses ne soient pas très claires. Il faudra bien les lire avec attention.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez toujours la reconnaissance de vos pairs au travail et en éprouvez une grande fierté. Néanmoins, vous pourriez ressentir un déséquilibre entre votre sensibilité et votre volonté, ce qui provoquerait chez vous quelques tensions intérieures.

Vous êtes un peu ce qu'on appelle panier percé aujourd'hui ! Jupiter en opposition à votre Lune vous pousse aux abus, et notamment aux excès en matière de dépenses ! La prudence s'impose donc, car vous pourriez le regretter par la suite !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Sommet de la CEDEAO : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Le Sommet de la CEDEAO : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23